

# Il n'y a pas que le nucléaire. Partie I, L'annonce faite à EDF

Autor(en): **Lehmann, Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1981)**

Heft 607

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012239>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## L'annonce faite à EDF

*Discussions à l'infini à propos du nucléaire. Mais finalement, peu de débats dignes de ce nom, et surtout pas de débats contradictoires, et qui plus est à travers les frontières nationales. En ce sens, le colloque organisé par le Groupe de Bellerive à Paris les 16, 17 et 18 septembre derniers était à marquer d'une pierre blanche. Titre général des échanges: «Energie et Société». Pierre Lehmann, mandaté par l'Association pour l'appel de Genève (adresse utile: c. p. 89, 1212 Grand-Lancy 1) participait, à cette confrontation réunissant toutes les options énergétiques; il en rend compte ci-dessous. Qu'avons-nous à faire d'un débat marqué par les spécialistes d'outre-Jura, direz-vous peut-être. S'il n'avait servi qu'à éclairer l'hypothèse Creys-Malville, il aurait été de première importance pour la Suisse. Mais il y a davantage: au moment où se profile dans notre pays un nouvel affrontement sur le thème de la politique énergétique, prenons la température des querelles d'experts, jugeons leurs certitudes (contradictoires). (Réd.)*

Il y avait là les tenants de la centralisation la plus totale, du nucléaire «über alles» et des prises de décision par la technocratie scientifico-politique. La majorité de ce groupe était composée des représentants de l'Electricité de France (EDF) et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) sans qu'il soit toujours possible de discerner à laquelle de ces deux institutions un personnage donné pouvait bien appartenir. Mais il y avait aussi les tenants de la décentralisation, des énergies renouvelables et des prises de décision au niveau régional avec participation aussi large que possible des citoyens. Il y avait aussi des «membres de l'Insti-

tut», des prix Nobel, des philosophes de toutes tendances, des écologistes, des membres de l'Académie des Sciences et des gens ordinaires.

C'était apparemment la première fois qu'en France on discutait publiquement et ouvertement du bien-fondé du programme nucléaire français en acceptant que les opposants à ce programme s'expriment du haut de la même tribune et avec un temps de parole équivalent. Bref, une révolution dans un pays où, comme l'a souligné Louis Puisseux, «... il a suffi que les organismes techniques compétents préparent un dossier suffisamment paré de tous les prestiges de la scientificité, pour que l'instance politique responsable donne son feu vert (au programme nucléaire) en l'absence de tout contrôle démocratique, et sans même prendre clairement conscience de l'enjeu politique de son acte».

### LE PRIX NOBEL A PARLÉ

Discours d'ouverture par Louis Neel, prix Nobel de physique. Discours invraisemblable, qui cherche à évacuer le débat qui doit suivre. Louis Neel a tout compris et sait tout. Il expose de manière péremptoire que seul le nucléaire peut nous sauver, car les autres énergies disponibles sont négligeables et les économies d'énergie largement illusoire. Louis Neel dépasse largement son temps de parole, puis quitte la salle. On ne pourra pas lui poser de questions.

La discussion continue néanmoins. Après tout, Neel n'est pas Dieu le père. Le reste de la première matinée est consacré à l'inventaire des ressources énergétiques exploitables. Où l'on apprend qu'il y a beaucoup de charbon et relativement très peu d'uranium, que la géothermie n'est pas une énergie renouvelable, mais que des énergies vraiment renouvelables tirées de l'énergie solaire (hydro-électricité, solaire direct, biomasse), il y en a tout de même pas mal, contrairement à ce qu'en disait M. Neel.

L'après-midi du premier jour démarre en fanfare: discours du ministre français de l'Energie du nom de Edmond Hervé. Sadruddin Aga Khan, prési-

dent du Groupe de Bellerive, le reçoit cérémonieusement, les journalistes font des photos. Je n'arrive pas à me souvenir de ce qu'a dit M. Hervé. Je ne crois pas que c'était très important. Il parlait comme un pasteur et voulait certainement le bien, ce dernier n'étant malheureusement guère définissable.

Le ministre quitte la salle, accompagné de Sadruddin Aga Khan, et c'est au tour des pro-nucléaires français d'envahir la tribune pour entonner leur messe. On entend coup sour coup quatre représentants du CEA ou de l'EDF, de l'EDF ou du CEA, ces deux sigles paraissant une fois de plus parfaitement interchangeables. Leurs discours se résument aisément: la France a choisi la seule voie raisonnable, celle des surrégénérateurs. Cette voie implique le retraitement du combustible irradié, chose qui ne pose pas beaucoup de problèmes. Les difficultés de l'usine de retraitement de la Hague ne sont que temporaires et ont été exagérées par des malveillants. Le CEA et l'EDF, l'EDF et le CEA sauront résoudre tous les problèmes que pourraient poser les surrégénérateurs; mettre cela en doute serait de la mauvaise foi.

Et pourtant Jean-Paul Schapira, physicien, et Dominique Finon, économiste, qui leur succèdent à la tribune, se permettent quelques objections. Selon eux, le retraitement du combustible n'est pas une bonne solution et le surrégénérateur n'est économiquement pas viable. Les vilains.

### TROIS CHIFFRES APRÈS LA VIRGULE

Le deuxième jour démarre sur un panorama du marché mondial de l'énergie présenté par Robert Lattès, économiste, membre du Club de Rome. Pour M. Lattès, le problème énergétique est surtout un problème d'argent. Il se lance dans des prévisions pour l'an 2000 avec une précision de trois chiffres après la virgule, mais son discours m'a néanmoins semblé assez vague.

Orateur suivant, Amory Lovins. Lui, il analyse le problème de l'énergie à partir de son utilisation,

donc des services qu'on en tire, et se demande comment satisfaire ces services de la meilleure manière et au moindre coût. Cela paraît un point de départ raisonnable. Le malheur, c'est qu'il mène à la conclusion inéluctable que la production centralisée d'électricité, en particulier par le nucléaire (avec ou sans surrégénérateur) est le pire moyen de fournir l'énergie dont on a réellement besoin. A telle enseigne que «... un pays qui aurait juste terminé la construction d'une centrale nucléaire, pourrait économiser de l'argent en passant cette centrale immédiatement par pertes et profits, sans jamais la mettre en fonction».

Tête des gens de l'EDF/CEA.

P. L.  
(A SUIVRE)

SUISSE

## Une mine inexploitée

Les économies d'énergie restent encore largement du domaine du discours, alors même qu'on sait maintenant qu'elles sont la source d'énergie la plus simple à exploiter et la plus rentable.

Pour preuve les embûches que rencontrent les partisans de l'énergie solaire dans le droit de la construction (esthétique, gabarits, taux d'occupation du sol, etc.).

Pour preuve aussi la grande solitude d'un paysan de Réclère (JU) qui, dans la réalisation de sa ferme énergétiquement autonome (biogaz), s'est vu refuser les subsides fédéraux à la construction (non-respect des normes) et a subi les assauts dissuasifs des Forces motrices bernoises, société distributrice d'électricité pour la région et promoteur de Graben, entre autres (ah, la concurrence!).

AVORTEMENT

## Solution fédéraliste: mort-née

Ainsi donc, la semaine dernière le Conseil des Etats (moyenne d'âge: 57 ans «grosso modo» et trois femmes sur quarante-six membres) a rejeté une solution qui respectait l'autonomie et les mentalités différentes des cantons. Seul le libéral vaudois Hubert Reymond a relevé le paradoxe d'une «chambre des cantons» refusant une solution fédéraliste. C'est qu'en la matière le dogmatisme supprime toute conviction idéologique. La Suisse comme confédération d'Etats ne tient pas face aux assauts donnés à la fois par les juristes orthodoxes convaincus de l'unité du droit pénal, et par les catholiques de stricte obédience.

## Les femmes et les patrons

*La révolution sexuelle à l'origine du gâchis inflationniste aux Etats-Unis.*

*Postulat de base. L'essentiel du travail était assuré par des gens malheureux en ménage qui se tuaient de travail pour échapper à l'enfer conjugal.*

*Démonstration. «On peut maintenant divorcer pour un oui ou un non, le contrôle des naissances et l'avortement ont supprimé ces ménages maussades affectés d'une ribambelle de gosses insupportables. Et puis les femmes se sont libérées et se sont mises à travailler, calmement. Elles n'eurent dès lors plus le temps ni l'occasion de houspiller leurs maris pour qu'ils grimpent à tout prix dans la hiérarchie des entreprises. Enfin, les homosexuels qui, avant «la révolution», n'osaient avouer leurs penchants et s'adonnaient alors avec une dévotion fanatique à leur travail pour sublimer leurs inavouables désirs, se sont aujourd'hui creusés une place au soleil.»*

*Conclusion. Gare à la révolution sexuelle qui mine*

Prochaine étape: retour au Conseil national, qui n'a aucune chance de trouver une solution nouvelle, après tant d'années de discussions désormais vaines.

On s'achemine donc vers une nouvelle initiative pour la solution du délai, du type de celle qui a été rejetée par 51,7% des voix et 16 cantons et demi-cantons en septembre 1977. Toile de fond, le totalitarisme moral, le refus des convictions de l'«autre».

Seul ennui: dans les affaires de croyances et de mentalités, le droit entérine et ne devance jamais. La pratique peut être différenciée, mais ni la légalité, ni l'égalité devant la loi n'y trouvent leur compte. Ce serait miracle si la démocratie directe devait y changer quelque chose.

*les fondements de l'économie mondiale!*

*La Fédération de syndicats patronaux genevois qui rapporte en ces termes dans son service de presse («Informations», 25.9.81) la thèse soutenue au début du mois de mai dans le très sérieux «Wall Street Journal» par Barbara Toohey, aurait-elle soudain ouvert une rubrique «humour»? Détrompez-vous! La FSI trouve là matière à alimenter une réflexion de fond que toutes les femmes apprécieront à sa juste mesure. La conclusion des patrons genevois:*

*«La démonstration de M<sup>lle</sup> Toohey a le mérite d'être simple (simpliste, ne manqueront pas de relever certains esprits chagrins). Mais nous avons peut-être là une nouvelle approche «qualitative» de l'économie. Et quand on connaît les échecs prévisionnels des spécialistes de l'économétrie (la branche des superquantitatifs), on ne peut que souhaiter d'autres articles stimulants de cette bibliothèque et écrivain californienne, qui consacre ses loisirs à échafauder, par plaisir, des théories économiques!»*